

Budget de l'Ontario de 2013

Le 2 mai 2013

■ Perspectives financières

- On prévoit maintenant que le déficit de l'Ontario de 2012-2013 s'établira à 9,8 milliards de dollars, soit 5,0 milliards de dollars de moins que les prévisions du budget de 2012. C'est la quatrième année de suite que l'Ontario affiche un déficit inférieur aux prévisions. Par conséquent, le déficit accumulé est inférieur de 22 milliards de dollars à ce qu'il aurait été si le gouvernement n'avait pas dépassé ses objectifs financiers pendant chacun des quatre derniers exercices.
- Le déficit prévu en 2013-2014, soit 11,7 milliards de dollars, est inférieur de plus de 1,0 milliard de dollars aux prévisions du budget de 2012, qui l'établissaient à 12,8 milliards de dollars. Après 2013-2014, le gouvernement sera en voie d'atteindre les cibles de déficit, en baisse constante, énoncées dans le budget de 2012 et de retrouver l'équilibre budgétaire à compter de 2017-2018.
- Le total des revenus devrait augmenter, pour passer de 114,2 milliards de dollars à 124,9 milliards de dollars entre 2012-2013 et 2015-2016, ce qui correspond à une croissance moyenne de 3,0 % par année.
- Pendant la même période, la croissance moyenne annuelle des dépenses de programmes sera maintenue à un taux annuel moyen de 1,5 %, soit la moitié du taux de croissance annuel moyen des revenus. Les charges totales devraient passer de 124,0 milliards de dollars à 131,0 milliards de dollars, soit une hausse moyenne de 1,8 % par année.
- Le plan financier se fonde sur une approche prudente et prévoit une réserve visant à protéger les perspectives financières des variations défavorables relatives aux revenus et aux charges de la province, y compris celles qui découlent de variations des résultats économiques de l'Ontario. La réserve a été fixée à 1,0 milliard de dollars en 2013-2014 puis à 1,2 milliard de dollars en 2014-2015 et en 2015-2016. Elle atteindra 1,5 milliard de dollars à partir de 2016-2017 pour tenir compte de l'incertitude entourant les projections de revenus et de charges à long terme.
- Les principales mesures prévues pour atteindre les cibles d'élimination du déficit et équilibrer le budget en 2017-2018 comprennent ce qui suit :
 - Limiter à 2 % en moyenne le taux de croissance annuelle des dépenses en santé, qui représentent actuellement 42 % des dépenses de programmes de la province.
 - Continuer de restreindre la rémunération dans le secteur public et conclure des conventions collectives qui en contrôlent les coûts.
 - Conclure des ententes avec les représentants des quatre régimes de retraite conjoints consolidés dans les états financiers de la province gelant les taux de cotisation jusqu'à ce que le déficit soit éliminé.
 - Encourager les répondants des régimes de retraite à employeur unique du secteur public à adopter des changements qui amélioreront la viabilité en échange d'un allègement temporaire de la capitalisation du déficit de solvabilité.

Service des abonnements courriel

 Visitez www.ofina.on.ca et inscrivez-vous au service des abonnements courriel pour recevoir les dernières mises à jour de la province de l'Ontario :

- Titres d'emprunts
- Bulletin de l'OOF
- Webémissions
- Programme d'emprunts
- Présentations RI
- Autres activités

Plan financier et perspectives à moyen terme

(en milliards de dollars)

	Chiffres prov. 2012-2013	Perspectives à moyen terme			Perspective prolongée	
		2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018
Revenus	114,2	116,8	120,5	124,9	130,1	134,4
Charges						
Programmes	113,6	117,0	118,3	118,8	118,8	118,0
Intérêt sur la dette	10,4	10,6	11,1	12,2	13,4	14,5
Total des charges	124,0	127,6	129,5	131,0	132,1	132,4
Réserve	—	1,0	1,2	1,2	1,5	1,5
Excédent/(Déficit)	(9,8)	(11,7)	(10,1)	(7,2)	(3,5)	0,5

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Bulletin préparé par l'Office ontarien de financement. Ces données sont présentées à titre d'information uniquement et ne constituent ni une offre de vente ni un démarchage de valeurs mobilières. Elles n'ont été approuvées par aucun organisme de réglementation des valeurs mobilières et la décision d'acheter des valeurs ne doit pas être prise uniquement en fonction de ces données. Il peut y avoir des erreurs ou des omissions attribuables à la conversion électronique, au téléchargement ou à des modifications non autorisées. Certaines déclarations du bulletin peuvent être des déclarations prospectives (forward-looking statements) au sens de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*. Les déclarations prospectives comportent des incertitudes, des risques et d'autres facteurs qui pourraient faire que le rendement de l'économie de l'Ontario diffère grandement des prévisions et des perspectives économiques énoncées expressément ou implicitement dans ces déclarations. La province de l'Ontario ne s'engage nullement à mettre à jour ces déclarations prospectives en fonction de nouveaux renseignements obtenus, d'événements futurs ou autres, sauf pour se conformer aux exigences des lois et règlements pertinents. Même si, au moment de les rendre publiques, ces données étaient jugées fiables, **RIEN NE GARANTIT QUE LE PRÉSENT DOCUMENT OU LES RENSEIGNEMENTS QU'IL CONTIENT SONT EXACTS OU COMPLETS.**

●● Perspectives économiques

- Le produit intérieur brut (PIB) réel de l'Ontario s'est accru de 1,6 % en 2012, après avoir affiché une hausse de 1,8 % en 2011. La croissance économique l'an dernier a été principalement attribuable à de solides augmentations au chapitre des investissements des entreprises et des exportations internationales ainsi qu'à une hausse soutenue des dépenses des ménages.
- Au quatrième trimestre de 2012, le PIB réel de l'Ontario dépassait de 2,4 % le sommet atteint avant la récession au deuxième trimestre de 2008 et de 8,0 % ce qu'il était à la fin de la récession au deuxième trimestre de 2009.
- Depuis le creux survenu pendant la récession en juin 2009, 398 100 emplois nets ont été créés, dont 372 300 étaient des emplois à plein temps.
- Les investissements des entreprises constituent un facteur prépondérant de la croissance économique de l'Ontario depuis la récente récession, soutenus par la reprise des bénéfices des sociétés et par un régime fiscal plus concurrentiel. Les investissements dans les machines et le matériel qui contribuent à augmenter la productivité ont grimpé de 39,4 % depuis le creux enregistré au quatrième trimestre de 2009.
- Le ministère des Finances prévoit que l'économie de l'Ontario continuera à croître. La croissance devrait être soutenue par une hausse des exportations et le développement des entreprises.

Perspectives économiques de l'Ontario (en pourcentage)	2010	2011	2012	2013p	2014p	2015p	2016p
Croissance du PIB réel	3,2	1,8	1,6	1,5	2,3	2,4	2,4
Croissance du PIB nominal	5,2	4,7	2,9	3,0	4,1	4,2	4,2
Croissance de l'emploi	1,7	1,8	0,8	1,2	1,4	1,5	1,5
Inflation de l'IPC	2,5	3,1	1,4	1,5	2,0	2,0	2,0
<i>p</i> = projection de planification du ministère des Finances. Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.							

●● Mise à jour sur les emprunts

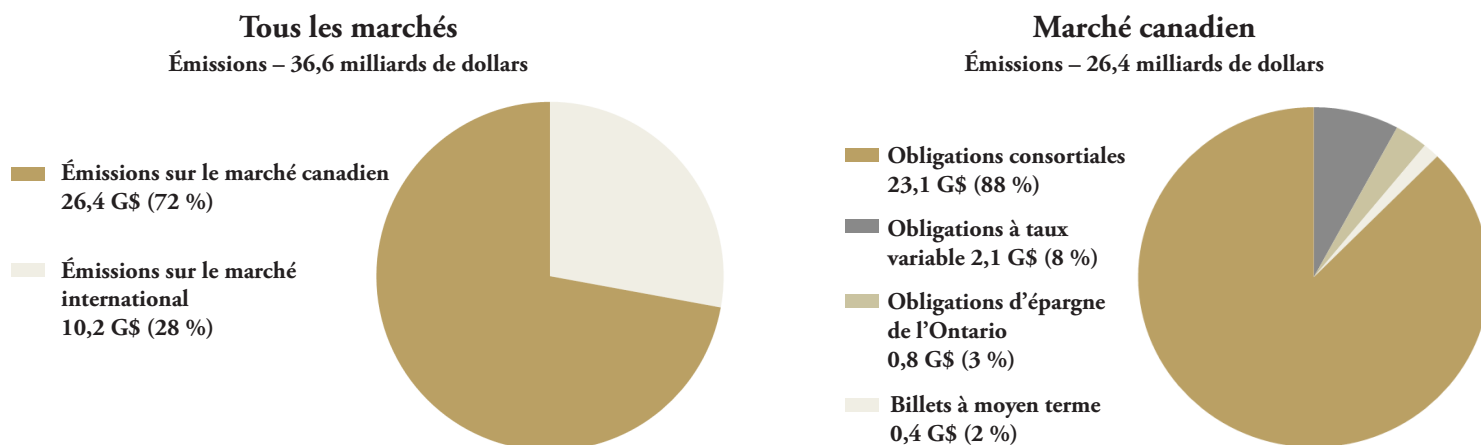
- L'Ontario a réussi à exécuter son programme d'emprunt annuel en 2012-2013, malgré les défis auxquels les marchés des capitaux font toujours face à l'échelle internationale. La province a emprunté 36,6 milliards de dollars en 2012-2013, tirant parti des taux d'intérêt historiquement bas et de la forte demande d'obligations de l'Ontario. La province a contracté 1,6 milliard de dollars de ses emprunts à long terme sur les marchés publics pour 2013-2014.
- La forte demande d'actifs en dollars canadiens de la part des investisseurs internationaux, la liquidité des obligations de référence de l'Ontario et la confiance qu'inspire toujours la province ont permis à l'Ontario de contracter 72 % de ses emprunts sur le marché du dollar canadien en 2012-2013, ce qui correspond à la cible d'au moins 70 % établie dans le budget de 2012, mais est inférieur au taux de 81 % affiché en 2011-2012.
- En 2013-2014, la province projette de contracter au moins 70 % de ses emprunts sur le marché du dollar canadien. Cela est conforme au pourcentage moyen historique qui est d'environ 75 % et illustre le fait que la province dépend moins des marchés étrangers que durant la crise financière. En 2009-2010, au plus fort de la crise, seulement 49 % des émissions de la province étaient sur le marché du dollar canadien.

●● Perspectives d'emprunt à moyen terme

Province et Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (en milliards de dollars)	2013-2014	2014-2015	2015-2016
Déficit	11,7	10,1	7,2
Investissement dans les immobilisations	11,1	10,4	10,4
Redressements sans effet sur la trésorerie	(3,9)	(3,1)	(3,0)
Prêts/Investissements nets	1,6	0,4	1,8
Dette arrivant à échéance	23,7	21,7	20,3
Remboursement de titres	0,3	0,3	0,3
Total des besoins en matière de financement	44,5	39,8	37,1
Diminution/(Augmentation) des emprunts à court terme	(1,5)	(1,5)	–
Augmentation/(Diminution) de la trésorerie, des équivalents et des placements temporaires	(5,8)	(0,7)	–
Échéance des rachats de titres	(3,7)	–	–
Total des emprunts à long terme sur les marchés publics	33,4	37,6	37,1
<i>Nota</i> : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.			

•• Démarche relative aux emprunts

- Les emprunts de la province devraient totaliser 33,4 milliards de dollars en 2013-2014 et 37,6 milliards de dollars en 2014-2015. Pour combler les besoins en matière de financement, l'Ontario conservera une démarche souple, surveillera les marchés internationaux et celui du dollar canadien, émettra des obligations ayant différentes échéances et dans diverses devises, et tiendra compte des préférences des investisseurs.
- La moyenne pondérée de l'échéance de la dette provinciale contractée à long terme a été prolongée considérablement au cours des trois dernières années. Elle était de 12,4 ans pour 2012-2013, de 13,0 ans pour 2011-2012 et de 12,8 ans pour 2010-2011. Cette échéance moyenne est bien supérieure à celle de 8,1 ans pour 2009-2010.
- En prolongeant l'échéance, le gouvernement provincial a pu tirer parti des taux d'intérêt faibles pour une plus longue période, ce qui réduit les risques de refinancement et aide à atténuer l'incidence que la hausse prévue des taux d'intérêt aurait sur les frais d'intérêt sur la dette de la province.
- Les charges liées à l'intérêt sur la dette devraient être de 10 372 millions de dollars en 2012-2013 et de 10 605 millions de dollars en 2013-2014, ce qui est inférieur de 247 millions de dollars et de 610 millions de dollars, respectivement, aux prévisions du budget de 2012.



Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.
Au 31 mars 2013

•• Statistiques relatives à la dette

Dette (au 31 mars 2012)		Exposition au risque (en pourcentage de la dette)	Risque actuel	Limites prévues dans les politiques
Dette totale	281,1 G\$	Province		
Dette nette ¹	252,8 G\$	Exposition nette aux risques associés aux changements des taux d'intérêt	8,9	35,0
Déficit accumulé ¹	168,2 G\$	Exposition aux risques de change	0,8	5,0
Rapport dette nette ¹ -PIB	37,5 %	SFIEO		
Rapport déficit accumulé ¹ -PIB	25,0 %	Exposition nette aux risques associés aux changements des taux d'intérêt	28,0	35,0
Statistiques sur la dette		Exposition aux risques de change	0,0	5,0
Contractée sur les marchés publics	95 %			
Émise en dollars canadiens	76 %			
Taux d'intérêt effectif (moyenne pondérée)	4,1 %			

¹La dette nette représente la différence entre les passifs et les actifs financiers. Le déficit accumulé représente la différence entre, d'une part, les passifs et, d'autre part, la totalité des actifs, lesquels comprennent les immobilisations corporelles ainsi que les actifs nets des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges.

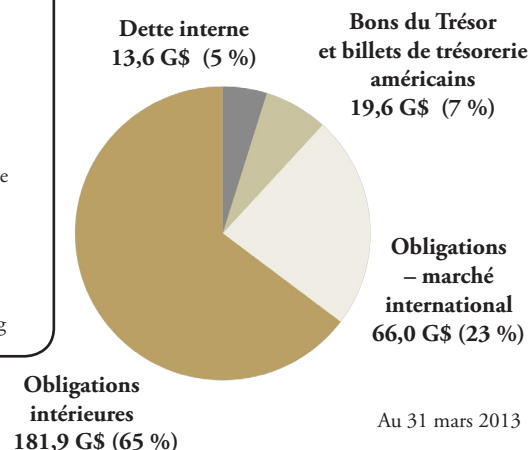
Portefeuille de la dette

- La dette totale, qui est de 281,1 milliards de dollars (au 31 mars 2013), est constituée d'obligations émises sur les marchés financiers publics, d'une dette interne, de bons du Trésor et de billets de trésorerie américains.
- La dette contractée sur les marchés publics au 31 mars 2013 totalise 267,5 milliards de dollars et consiste principalement en obligations émises en 11 devises sur les marchés publics canadien et internationaux.
- L'Ontario a aussi une dette interne de 13,6 milliards de dollars contractée en dollars canadiens. La dette interne est constituée de titres de créance qui sont détenus surtout par des caisses de retraite du secteur public de l'Ontario et l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada. Cette dette contractée hors des marchés publics est non négociable.

Obligations – marché international :

- Dollars canadiens
- Dollars américains
- Euros
- Yen japonais
- Dollars néo-zélandais
- Couronne norvégienne
- Franc suisse
- Livre sterling
- Dollars australiens
- Rand sud-africain
- Dollars de Hong Kong

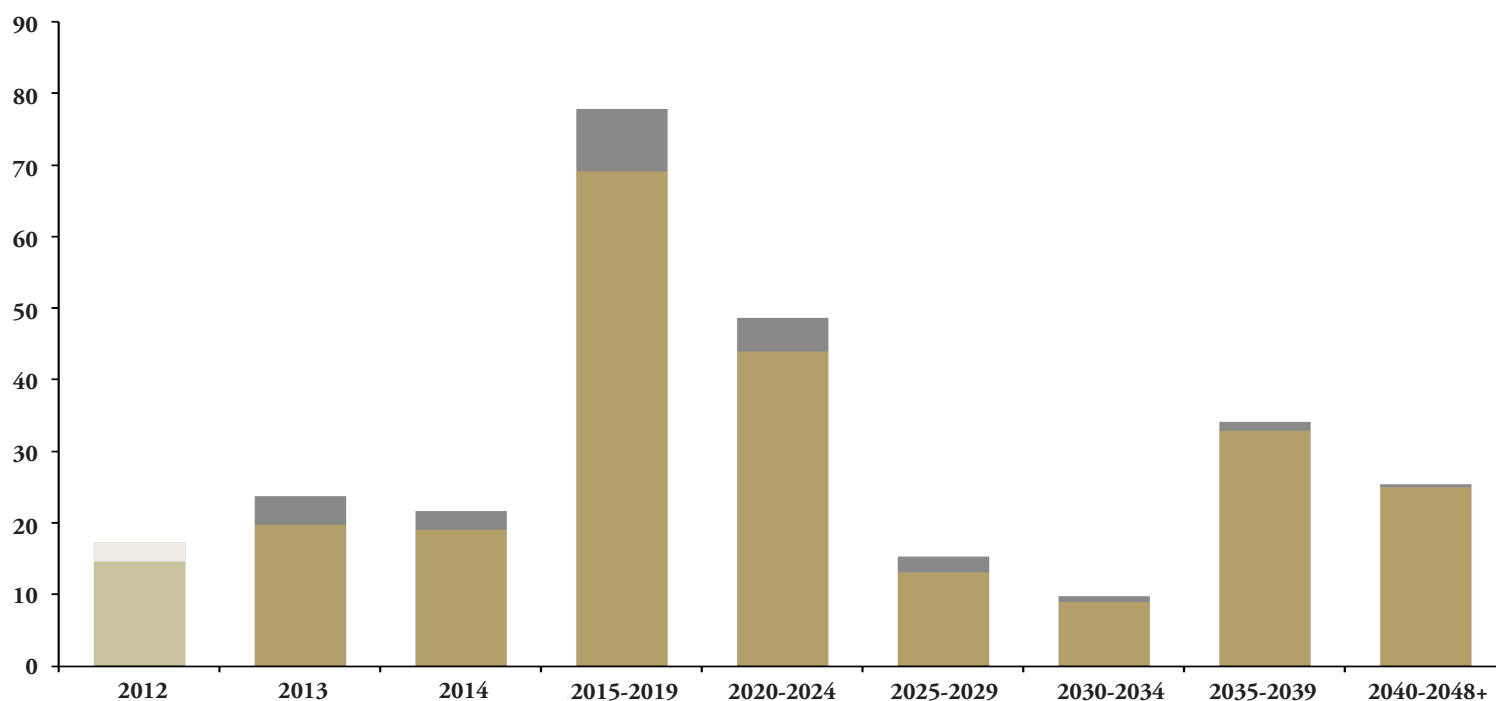
Composition de la dette totale 281,1 milliards de dollars



Dette arrivant à échéance

Province-encours SFIEO-encours Province-échue SFIEO-échue

(en milliards de dollars)



Exercice prenant fin le 31 mars 2013.

Exclut la dette à court terme et les autres passifs ainsi que l'impact différentiel du financement futur. Suppose que les titres de créance avec options seront rachetés le plus tôt possible.

L'Office ontarien de financement est un organisme de la province de l'Ontario chargé des activités provinciales d'emprunt et de gestion de la dette.

Pour nous joindre

Relations avec les investisseurs
Office ontarien de financement
1, rue Dundas ouest, bureau 1400
Toronto (Ontario) M7A 1Y7
Canada

Téléphone 416 325-1661
Télécopieur 416 204-6694
www.ofina.on.ca
investor@ofina.on.ca